REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

***Réf : ARR2026801***

Objet :
**REGLEMENTATION OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**
**REGLEMENTATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION**

DEMANDEUR : MEZY CONSTRUCTION – 136 RUE ALBERT CAMUS – 30240 LE GRAU DU ROI
TEL. : 06.16.32.49.09 MAIL : mezyconstruction@gmail.com

ENTREPRISE : MEZY CONSTRUCTION – 136 RUE ALBERT CAMUS – 30240 LE GRAU DU ROI
TEL. : 06.16.32.49.09 MAIL : mezyconstruction@gmail.com

PROPRIETAIRE : MONSIEUR COEURET VINCENT – 11 PLACE SAINT LOUIS – 30220 AIGUES-MORTES
MAIL : coeuret31@gmail.com

DEMANDE ENREGISTRÉE : LE 14 OCTOBRE 2026

LIEU DES TRAVAUX : 11 PLACE SAINT LOUIS - 30220 AIGUES-MORTES
NATURE DES TRAVAUX : TRAVAUX SUR TOITURE
DUREE DES TRAVAUX : DU LUNDI 23 NOVEMBRE AU SAMEDI 12 DECEMBRE 2026

MESURES PARTICULIERES : STATIONNEMENT DES VEHICULES SUR LA TERRASSE DU RESTAURANT

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,
Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la signalisation routière,
Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1er du titre III,
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Vu le code Pénal,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la voirie routière,

Considérant la demande formulée par l'entreprise MEZY CONSTRUCTION en date du 14 octobre 2026,
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sureté et la tranquillité publique,

**ARRETE**

Article 1 :
L'entreprise MEZY CONSTRUCTION est autorisée à accéder et à stationner une benne à gravats et une nacelle durant la période indiquée :

- **DU LUNDI 23 NOVEMBRE AU SAMEDI 12 DECEMBRE 2026**
- **N°11 PLACE SAINT LOUIS – 30220 AIGUES-MORTES – Sur la terrasse du restaurant « Le café du Commerce ».**

L'entreprise MEZY CONSTRUCTION est également autorisée à monter un échafaudage suspendu durant la période indiquée :

- **DU LUNDI 23 NOVEMBRE AU SAMEDI 12 DECEMBRE 2026**
- **N°11 PLACE SAINT LOUIS – 30220 AIGUES-MORTES – sur la façade du restaurant « Café du Commerce ».**

Article 2 :
Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier.
Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

Article 3 :
Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

Article 4 :
Il est interdit d'utiliser la chaussée ou le trottoir pour faire du mortier ou du béton. Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial.
Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial est effectuée par et à la charge du demandeur selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 5 :
Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 6 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.
Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.
Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Article 7 :
Monsieur le Directeur général des services,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Madame la Capitaine, Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de, le Grau-du-Roi,
Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie d'Aigues Mortes,
Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 14 octobre 2026

Pour le Maire et par délégation de pouvoir,
Monsieur Lorenzo SANCHIS, Conseiller Municipal

